

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article880>

LKP - Sur les États généraux : l'analyse de Rosan Mounien

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 26 avril 2009

Mis à jour le : dimanche 3 mai 2009

UGTG.org

L'ancien secrétaire général de l'UGTG (1985 - 1993) s'exprimait sur [radyotanbou](#) le samedi 25 avril 2009.

La question des États généraux est là encore [1] une grande tromperie.

[{JPEG}] Comment pouvons nous faire confiance à l'État français ? Comment pouvons nous croire en une quelconque volonté de l'État de vouloir vraiment débattre et accepter que les choses changent ?

Si tel était le cas, *en tout premier lieu*, la question du préambule ne se serait pas posée. Pourquoi ? Car comment peut-on affirmer [2], que l'on est d'accord pour changer l'ordre colonial, que l'on est d'accord pour changer les rapports économiques, que l'on est d'accord pour changer la gouvernance, que l'on est d'accord pour changer l'ordre social... et que dans une simple négociation salariale où figure quatre ou cinq phrases symboliques témoignant d'une volonté de vouloir changer l'ordre des choses..., vous nous traitez - en un - de racistes et d'autres noms d'oiseaux, et - en deux - vous refusez d'appliquer cette disposition.

Deuxième chose : Vous prétendez vouloir changer l'ordre des choses. Les partenaires se mettent d'accord entre guadeloupéens sur un accord de salaire ; avec un article 5 qui fait une projection sur l'avenir. Vous cassez l'article 5 ; puis vous dites que les choses doivent rester en l'état. **De sorte que M. HAYOT et DESPOINTES continuent toujours à nous gouverner et à décider à notre place.**

Et dans le même temps que vous nous frappez sur la tête, vous nous invitez à discuter autour d'une table. **Pour parler de quoi ?! Pour décider de quoi ?!**

Si véritablement l'État français avait la volonté de changer les choses ; si sincèrement ils voulaient jouer la transparence ; s'ils voulaient jouer cartes sur tables avec nous... ce n'est pas ce comportement qu'ils auraient adopté à l'égard des guadeloupéens.

Donc si ce n'est pas le cas, il nous faut analyser et essayer de comprendre ce qu'ils cherchent à faire dans ces États généraux. C'est cela que les guadeloupéens doivent réfléchir.

ils se sont rendus compte que le peuple s'est soulevé, est descendu dans les rues, a libéré sa conscience, a pris la parole et a décidé de changer sa situation. Ça, ils ne l'avaient encore jamais vu. Et cela a constitué un exemple pour la terre entière, puisque ce mouvement a été pris en exemple par tous les peuples. Ce mouvement a porté un changement, quelque chose de nouveau, un souffle nouveau.

Donc c'est véritablement un nouveau mode de combat, de manifestation, de revendication... Mais surtout, de forme de mobilisation qui a émergé, qui a duré et est montée en puissance. Et qui garde encore un potentiel extraordinaire. Et ce dont ces messieurs ont peur précisément, c'est le fait de ne pas savoir jusqu'où ce mouvement peut aller, là où il s'arrêtera ; et ce qu'il traînera derrière lui et ce qu'il apportera comme changement. Il y a là une craintitude.

Par rapport à cela, ils doivent trouver un moyen de reprendre la main. Parce que, dans ce mouvement, qui a perdu la face ?!

Le premier à être tombé c'est l'État. Qui a montré son incapacité, son inconséquence. La plupart des élus politiques se sont retrouvés hors jeu, au point d'être obligés de reconnaître que le peuple avait pris le dessus et que ce qu'ils n'arrivaient pas à obtenir, la rue, elle, l'avait obtenue. Et le patronat traditionnel lié au système colonial a aussi perdu la carte, quand dans le même temps d'autres entrepreneurs guadeloupéens trouvaient un espace, eux qui étaient depuis toujours étouffés, pour s'exprimer et dire qu'ils étaient là et qu'ils existaient car le patronat ce n'est pas seulement ces gens là mais nous aussi.

Et donc, une nouvelle société guadeloupéenne, petit à petit, sort de terre, monte et commence à apparaître et à se développer. Et ça, ça leur fait peur et constitue un véritable danger par rapport à la rente de situation économique et par rapport à la rente de situation politique des élus en place.

Ils se rendent compte que tout cela est en train de voler en éclats et que le peuple a rouvert les yeux, qu'il comprend, et que personne ne peut dorénavant lui faire prendre du mousach pour du lait (de l'eau d'amidon pour du lait).

Par rapport à tout cela, il leur faut trouver un dâkatman (une parade) pour retourner la situation et reprendre la main. Alors évidemment, les États gâneraux constituent une occasion...

Mais là, on se rend compte qu'il y a une grande confusion :

L'État assure qu'il va faire des États gâneraux et qu'à l'issue de ces États gâneraux il prendra de grandes décisions. Mais dans le même temps il prépare depuis deux ans un projet de loi [3]. Ce projet de loi, devenu LODEOM, qui était censé transformer la Guadeloupe, vient d'être voté. Loi, qu'il n'a même pas encore mis en application ; mais qu'il invalide déjà par le simple fait d'avoir lancé, dans une autre démarche, les États gâneraux. **Ce qui montre qu'il y a une sorte de précipitation. cette précipitation poursuit un objectif politique.**

Et la raison pour laquelle certains se sont précipités tels des porcs affamés dans ces États gâneraux, c'est qu'il y a précisément une convergence d'intérêts entre l'État colonial et une grande partie de la classe politique. Celle-ci a trouvé là une véritable bouée de sauvetage pour lui permettre d'émerger dans cette situation, de reprendre la main sur le peuple et faire en sorte que les choses redeviennent comme avant le 20 janvier 2009.

C'est pourquoi l'État a cherché des participants un peu à gauche, à droite, etc ; a essayé de donner une couleur à ces États gâneraux ; a tenté de diversifier les présidents et rapporteurs...

Mais à gâlement, il y a des guadeloupéens qui je crois n'ont toujours pas compris qu'ils ne doivent pas se rendre à un bal de macaques. Pourquoi ? Ils ne se rendent pas compte... L'État crée soit disant un espace de débats, un peu comme si, voulant discuter de l'avenir de la Guadeloupe, de ce qu'il convient de faire pour changer la situation du pays, il faut absolument le faire sous sa coupe. Comme si nous guadeloupéens serions incapables de nous rassembler autour de nos problèmes, de débattre des solutions ; et une fois d'accord, de dire à l'État français, voilà ce que nous voulons pour notre pays.

Ces guadeloupéens en sont encore à considérer que s'il y a un train à prendre, il ne faut pas le rater, ils doivent être à son bord ; car si d'aventure il y avait quelque chose à gratter, ils pourraient gratter de ce côté-ci ; mais que si par malheur l'affaire tournait mal, ils attendront le prochain train pour aller y gratter à nouveau...

Non, je crois qu'il faut en finir, en finir avec cette conception et ces pratiques. La question n'est pas de savoir s'il faut débattre ou pas. La question importante est de savoir - lorsqu'on s'engage dans un processus de changement - avec qui l'on s'engage et pour qui l'on s'engage.

Est-ce que l'important est d'aller discuter avec les fonctionnaires et avec les techniciens de l'État français pour savoir les solutions à apporter à tel ou tel problème de la Guadeloupe (l'emploi, la formation, le dialogue social...) ; ou ne vaut-il pas mieux que nous débattions nous-mêmes de ces questions et terminions notre propre stratégie ?

Nous sommes toujours dans *leurs affaires* ; et nous n'avons jamais compris la nécessité de mettre notre propre *larel* (parcours), pour faire quelque chose qui nous soit propre, pour notre peuple et pour notre pays.

Donc, c'est pourquoi nous disons - bien qu'évidemment chacun est libre de ses choix, d'aller à l'1 il le souhaite : Cessons de nous mentir à nous-mêmes, cessons d'essayer de nous couillonner entre nous. On ne peut pas avoir supporté un mouvement comme celui qu'on vient de vivre, pour se retrouver aujourd'hui

an biskankwen (en cachette, en rasant les murs) dans une chose qui n'a ni queue ni tête. Dans une chose dont on ne maîtrise absolument rien ; puisque c'est l'État français qui a tout décidé.

C'est pourquoi nous disons : "Banco !", dès lors qu'il s'agit de se retrouver face à eux pour négocier des revendications du peuple, du travailleur quelque soit sa catégorie. Mais, lorsqu'il s'agit de discussions de salon, de simples échanges de paroles... ; alors, nous préférons le faire avec nos amis... nous n'échangeons pas avec nos ennemis. Cela doit être clair dans notre tête. C'est pourquoi précisément nous avons dit que le peuple de Guadeloupe, avait commencé ses États généraux depuis décembre 2008...

Comment ces États généraux doivent-ils être conduits ?! En mouvement, en débat, et en échanges d'idées. Dans le même temps, des bik a pawol (lieux d'échanges) se développent dans les communes et partout dans le pays. Des commissions sont créées sur différentes questions concernant à la fois la vie de tous les jours, mais aussi la manière dont on voudrait vivre demain... Tout le monde y a sa place : de l'intellectuel à celui qui fabrique le charbon, du pêcheur en passant par l'agriculteur...

Et ces débats qui se déroulent depuis des mois et qui vont encore se poursuivre, donneront un *fruitage*... Et c'est ce *fruitage* que nous ferons monter plus haut. Et une fois qu'il arrivera à maturité, à ce moment là, nous en ferons un véritable projet de société, un véritable programme. Et là, c'est le peuple qui décidera et qui dira à l'État colonial : voilà nos idées, voilà nos projets, voilà ce que nous voulons pour notre pays ; et dorénavant il lui faudra nous faire face...

Tel est le processus qui doit conduire à une véritable transformation de notre société, à une transformation de notre pays. Il faut mettre le destin du pays aux mains du peuple de ce pays. Et non aux mains de quelques technocrates, de deux ou trois intellectuels et bureaucrates qui sont assis autour de la table avec les fonctionnaires français de l'État... et qui ont pour objectif que nous ne cessions jamais de *manger dans leurs mains*. Alors que dans le même temps ceux-ci nous piquent, ils nous frappent rien que sur la tête, et empêchent que les travailleurs de notre pays voient la lumière.

Et le premier mai sera la première grande réponse que nous apporterons dans cette phase de la mobilisation.

Rosan Mounien,
Samedi 25 avril 2009

[1] NDLR : Tout comme les conditions de la décision d'amputer l'accord Bino de son âme et de sa portée dans le temps

[2] Comme l'a fait l'État par la voix de Nicolas Sarkozy le 19 février lors de son allocution télévisée et par celle de Jango par média interposés et en live lors des négociations

[3] NDLR : La Loi d'Orientation pour l'Outre Mer ou LODEOM